

Grèce : urgence solidarité avec les sans papiers en grève de la faim

samedi 5 mars 2011, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 5 mars 2011).

300 immigrés sans papiers se trouvent en grève de la faim, depuis près de quarante jours, à Athènes et à Salonique et presque une centaine parmi eux ont du être hospitalisés. Il s'agit des gens qui sont arrivés en Grèce persécutés de la pauvreté, du chômage, des guerres et des dictatures. Des gens qui ont risqué leur vie pour arriver à la porte européenne afin de travailler pour leur survie. Comme ils le disent dans leur appel, ils mettent en danger leur vie « *parce qu'en tout cas il ne s'agit pas d'une vie digne. Nous faisons le choix de mourir ici au lieu d'hériter à nos enfants la vie que nous avons vécue* ». Ils ont choisi de mettre en danger leurs vies pour mettre fin à l'injustice commise à l'égard d'eux.

C'est une époque où en Grèce le monde du travail et toute la population font face à des attaques sociales sans précédent : vers les travailleur-e-s, les chômeurs, la jeunesse... Une époque de remise en cause des droits élémentaires de vie et de travail, des droits gagnés avec des luttes. C'est l'époque de la réduction des salaires et des retraites, de l'augmentation des prix et des impôts, des licenciements, du gel des embauches, de la destruction de tout ce qui a existé comme domaine public et état social en Grèce.

Les premiers et plus faciles victimes d'une telle attaque et d'une telle détérioration de conditions de vie ce sont bien sûr les travailleurs les plus précarisé-e-s, les plus surexploité-e-s. Les immigré-e-s sans papiers, qui ont travaillé en Grèce depuis des années et qui ont souvent fondé une famille à ce pays ont été pendant ces années une source importante d'enrichissement pour leurs employeurs et pour l'état grec lui-même (cf. jeux olympiques 2004). Actuellement, ils se trouvent face non seulement à l'attaque la plus dure depuis des décennies, mais aussi face à une propagande raciste issue par les médias, par tous les appareils étatiques et, malheureusement, adoptée par certaines parties de la population.

En pleine crise du système capitaliste, le gouvernement grec décide de construire un mur le long de l'Evros (fleuve séparant la Grèce et la Turquie) pour empêcher le flux des sauvages. L'armée européenne surveille la mer Égée, les immigré-e-s sont brutalement réprimé-e-s. L'Etat grec fait tous ses efforts pour persuader le peuple grec que la menace contre lui et les coupables de l'attaque inédite de sa part sont les immigrés.

Le gouvernement de PASOK refuse obstinément la demande légitime de régularisation tout en sachant qu'il condamne ainsi les grévistes à la mort. 8 membres du comité de soutien sont poursuivi-e-s en justice (accusé-e-s de trafficking), ainsi que le président de la Faculté de Droit - où les grévistes de la faim ont été logés avant de se faire évacuer sous menace d'expulsion violente - et quelques uns parmi les grévistes eux-mêmes. A l'hôpital, les policiers tentent d'interroger médecins et infirmiers pour avoir les noms des grévistes hospitalisés alors que la conférence de presse du comité de soutien du 1 mars a fait l'objet d'une agression policière particulièrement violente.

Les grévistes de la faim ne revendiquent que leurs droits, des droits politiques et sociaux et des obligations égaux à leurs collègues grecs. Leur lutte fait partie de tous les peuples qui se trouvent dans la rue. Un échec sera l'échec de nous tous-te-s. Les gouvernements intensifient leur attaque

sans précédent. La lutte légitime et la solidarité internationale vont gagner !

Nous exigeons la régularisation immédiate des 300 grévistes de la faim en Grèce !

Leurs demandes sont nos demandes aussi :

Régularisation de tous les sans-papiers. Des droits égaux pour tou-te-s les travailleur-e-s.

Non à la construction du mur aux frontières entre la Grèce et la Turquie.

Abrogation du règlement Dublin II.

P.-S.

* En ligne sur le site du NPA.